

(N° 417.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JUILLET 1924.

Projet de loi modifiant la compétence territoriale des notaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'article 5 de la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat contient la disposition suivante :

« Les notaires exercent leurs fonctions, savoir, ceux des villes où est établi le tribunal d'appel, dans l'étendue du ressort de ce tribunal ;

» Ceux des villes où il n'y a qu'un tribunal de première instance, dans l'étendue du ressort de ce tribunal ;

» Ceux des autres communes, dans l'étendue du ressort du tribunal de paix. »

Les avantages conférés par cet article aux notaires de première et de deuxième classe au détriment des autres sont un perpétuel sujet de protestation. Il apparaît manifestement comme peu justifié qu'un notaire qui jouit de la faveur d'exercer dans un chef-lieu, où la clientèle aisée est nombreuse, ait en outre le privilège de faire la concurrence à ses collègues de la campagne sans réciprocité pour ces derniers.

Dès 1834, la modification du ressort notarial était proposée au Parlement belge. Depuis, plusieurs projets et propositions ont été successivement déposés en vue de répartir plus équitablement les bénéfices des charges notariales, soit par l'unification du ressort, soit par des atténuations aux privilèges des notaires de première et de deuxième classe.

Les développements de ces projets ont mis en lumière les arguments pour et contre le maintien du régime actuel. Les droits spéciaux des notaires de première et de deuxième classe ont été presque unanimement considérés comme excessifs. M. Drubbel, représentant de Gand, disait dans son rapport du 5 juillet 1877 :

« Ce qui est certain, c'est que l'abus existe et qu'il est nécessaire de circonscrire davantage les notaires de première et de deuxième classe dans leurs cantons respectifs. » Cet avis a été celui de nombreux membres des Chambres législatives, d'éminents professeurs d'université, tels que MM. Rutgeerts et

Galopin et de hauts magistrats, notamment de M. Van Iseghem, premier président de la Cour de cassation (1).

L'unité de ressort par arrondissement judiciaire avait été adoptée par la Chambre des Représentants, le 18 mars 1875, mais le Sénat la rejeta par parité de voix, le 3 juin de la même année. Un an plus tard, une proposition de loi inspirée du même principe fut adoptée par le Sénat à deux voix de majorité (15 mars 1876); mais, ce fut la Chambre des Représentants qui, cette fois, la repoussa.

M. Maenhaut a représenté cette formule dans sa proposition de loi déposée, le 4 mai 1922, à la Chambre des Représentants.

A première vue, l'unité de ressort par arrondissement est séduisante par son caractère uniforme et par le grand choix qu'elle donne aux citoyens qui doivent recourir à l'office des notaires. Elle rencontre cependant une vive opposition. On lui reproche de favoriser la course aux affaires et d'enlever au notariat son caractère propre qui est de recevoir les actes à l'étude ou à la résidence de chaque officier ministériel.

Le projet que j'ai l'honneur de proposer à vos délibérations présente des avantages analogues à ceux du système de l'unité de ressort par arrondissement, sans prêter le flanc à cette critique.

Son principe est l'unité de ressort par canton de justice de paix pour la plupart des actes à recevoir. Tous les notaires seront placés sur un pied d'égalité absolue. Aucun ne pourra exercer hors de son canton, sauf pour certains actes qui seront spécifiés ci-après.

Il n'est dérogé à cette règle que pour certains cantons qui sont groupés dans une même agglomération ou qui ont un seul et même chef-lieu. Dans ces deux cas, la centralisation des opérations économiques et sociales au cœur des agglomérations et au chef-lieu de canton ne permettrait pas, sans dommage pour les intéressés, de limiter le champ des opérations du notaire aux frontières du canton de sa résidence.

Il est des actes dont le caractère intéresse particulièrement le secret des familles et qui exigent pleine confiance dans le caractère et l'expérience de l'officier instrumentant : ce sont les testaments, les donations, les contrats de mariage. Il importe d'accorder aux citoyens la plus entière liberté pour le choix de l'officier ministériel qui sera chargé de les recevoir. Pour répondre à cette préoccupation, le projet étend la compétence des notaires, en ce qui concerne ces actes, à l'arrondissement judiciaire tout entier.

(1) En ce sens également :

M. de Behr, premier président, à Liège;

M. de Crassier, — de la Cour de cassation ;

M. de Monge, — à Liège ;

M. Lelièvre, — à Gand ;

M. Faider, procureur général, à Liège.

Ceux-ci avaient préconisé l'unité de ressort par arrondissement, tandis que M. Van Iseghem préconise un système qui se rapproche de celui du présent projet. (Mercuriale 1901. *Belgique Judiciaire*.)

Les dispositions du projet, reprises sous les numéros II, IV, V et VI, mettent en rapport avec l'unification de la compétence des notaires, les articles de la loi de ventôse relatifs à la légalisation des actes, au stage, à l'enregistrement de la prestation de serment et au dépôt des signatures et paraphe du notaire.

La répartition des notariats sur le territoire sous le régime en vigueur ne favorise pas, tant s'en faut, l'équitable distribution des affaires entre les intéressés. Les notaires de troisième classe ont à souffrir beaucoup plus que les autres de la concurrence de leurs collègues. La détermination du nombre des notaires, telle qu'elle doit être appliquée en vertu de la loi de ventôse, accentue l'iniquité de cette situation.

Le nombre des notaires est actuellement fixé « de telle manière que : 1° dans » les villes de cent mille habitants et au-dessus, il y ait un notaire au plus par » six mille habitants ; 2° que dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait » deux notaires au moins ou cinq au plus par chaque arrondissement de justice » de paix. »

Dans bien des cantons à faible population deux notariats suffiraient, alors que souvent il y en a davantage et qu'il n'est guère aisé de s'abstenir d'y pourvoir quand des places deviennent vacantes. D'autre part, il ne manque pas de cantons dont le chef-lieu ne compte pas cent mille habitants où l'on pourrait opportunément établir plus de cinq notariats.

Pour porter remède à cette situation, le projet établit pour tous les cantons du royaume la répartition des notariats au prorata du nombre d'habitants, sous la seule restriction qu'il y aura toujours au moins deux notaires par canton.

La loi de ventôse a pris comme base de répartition des notariats la proportion d'un par six mille habitants dans les villes de cent mille habitants et plus ; elle ne tient pas compte de la population dans les autres cantons ; le nombre des notaires y est arbitrairement fixé dans les limites de deux à cinq.

En uniformisant le système, le nombre des notaires pour tout le royaume ne serait pas sensiblement modifié, mais la répartition des places serait plus équitable et mieux en harmonie avec le nombre des affaires.

Deux dispositions transitoires sont prévues par le projet.

En vertu de la première, tout notaire en fonctions au jour de la mise en vigueur de la loi, pourra être admis à toute autre place sans devoir justifier d'un temps d'exercice déterminé. C'est là un corollaire de l'égalité des notaires.

La seconde a pour objet de sauvegarder les droits des notaires en fonctions au moment de la mise en vigueur de la loi.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JULI 1924.

Wetsontwerp tot wijziging van het ambtelijk gebied der notarissen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Aankomende 5 der wet van 25 ventôse jaar XI op het notariaat behelst de volgende bepaling :

« De notarissen, namelijk die der steden waar de rechtbank van beroep gevestigd is, oefenen hunne ambtsbediening uit in den geheelen omtrek van het gebied van die rechtbank ;

« die der steden waar slechts eene rechtbank van eersten aanleg gevestigd is, in den geheelen omtrek van het gebied van die rechtbank ;

« die der andere gemeenten, in den geheelen omtrek van het gebied van het vredegericht ».

De voordeelen bij dit artikel toegekend aan de notarissen der 1^e en der 2^e klasse ten nadeele van de anderen lokken voortdurend protest uit. Het is blijkbaar niet te verantwoorden dat een notaris die het voordeel heeft zijne ambtsbediening uit te oefenen in eene hoofdplaats waar eene talrijke gegoede klienteel is, daarenboven het voorrecht geniet om te concurreeren met zijne collega's van het platteland, zonder dat deze wederkeerig hetzelfde recht hebben.

Reeds in 1834, werd in het Belgisch parlement de wijziging van het ambtsgebied der notarissen voorgesteld. Sindsdien werden verscheidene ontwerpen en voorstellen neergelegd met het oog op eene meer billijke verdeeling van de voordeelen der notariële lasten, hetzij door middel van eenmaking van het ambtsgebied, hetzij door middel van vermindering van de voorrechten der notarissen van 1^e en 2^e klasse.

Bij de uiteenzetting van die ontwerpen werden de redenen die pleiten voor of tegen het handhaven van het tegenwoordige stelsel in het licht gesteld. De bijzondere rechten van de notarissen der 1^e en 2^e klassen werden bijna algemeen overdreven geacht. In zijn verslag van 5 Juli 1877 zegde de heer Drubbel, volksvertegenwoordiger voor Gent :

« Het is zeker dat een misbruik bestaat en dat het noodig is het ambtsgebied van de notarissen van 1^e en 2^e klasse meer tot hunne respectieve districten te

beperken.» Dit was eveneens de meening van talrijke leden der wetgevende Kamers, van eminente hoogleeraars zooals de heeren Rutgeerts en Galopin, en van hooge magistraten, onder meer van den heer Van Iseghem, eersten voorzitter van het Hof van cassatie (1).

De eenheid van gebied per gerechtelijk arrondissement werd, op 18 Maart 1875, aangenomen door de Kamer der volksvertegenwoordigers. Zij werd echter door den Senaat, bij staking van stemmen, verworpen op 3 Juni van hetzelfde jaar. Een jaar later werd een wetsvoorstel, uitgaande van hetzelfde beginsel, door den Senaat met twee stemmen meerderheid aangenomen (15 Maart 1876); maar ditmaal werd het door de Kamer der volksvertegenwoordigers verworpen.

De heer Maenhout heeft deze formule opnieuw voorgesteld in zijn, op 4 Mei 1922, ter Kamer der volksvertegenwoordigers neergelegd wetsvoorstel.

Op het eerste zicht lukt de eenheid van gebied per arrondissement aan door het karakter van eenvormigheid dat zij vertoont en door het groot gemak van keuze dat zij geeft aan de personen die de bemiddeling van een notaris moeten inroepen. Zij stuit echter op heftigen tegenstand. Men legt aan dit stelsel ten laste dat het de zakenjacht bevordert en aan het notariaat zijn eigenlijk karakter ontnemt, dat bestaat in het ontvangen van de akten ter studie of ter standplaats van iederen ministerieel ambtenaar.

Het ontwerp dat ik de eer heb u ter bespreking voor te leggen, heeft dezelfde voordeelen als het stelsel van de eenheid van gebied per arrondissement, zonder echter aanleiding te geven tot hooger gemeld bezwaar.

Het beginsel waarvan het uitgaat is de eenheid van gebied per kantongerecht voor het grootste deel derte ontvangen akten. Al de notarissen worden op volstrekt gelijken voet gesteld. Geen enkele notaris mag, buiten zijn kanton, zijne ambtsbediening uitoefenen, uitgenomen voor sommige, na te noemen akten.

Van dezen regel wordt niet afgeweken dan voor sommige kantons die in een zelfde agglomeratie begrepen zijn of die een en dezelfde hoofdplaats hebben.

Aangezien de economische en maatschappelijke verrichtingen midden in de agglomeraties en in de hoofdplaats van het kanton geconcentreerd worden, is het, zonder schade voor de belanghebbende personen, in deze twee gevallen onmogelijk het ambtsgebied van den notaris binnen de grenzen van het kanton zijner standplaats te beperken.

Er zijn akten die door hun aard zelf als familiegeheimen gelden en die dan ook het volle vertrouwen vergen in het karakter en de ervaring van den instrumenteerenden ambtenaar: het zijn de testamenten, de schenkingen, de huwelijks-overeenkomsten. De burgers dienen dan ook de meest volledige vrijheid te hebben

(1) In dien zin spreken ook de heeren:

de Behr, eerste voorzitter te Luik;

de Crassier, — van het Hof van cassatie;

de Monge, — te Luik;

Lelièvre, — te Gent,

Faider, Procureur generaal te Luik.

Deze heeren waren de voorstanders van de eenheid van gebied per arrondissement, terwijl de heer van Iseghem een stelsel voorstaat dat met het tegenwoordig ontwerp verwant is. (*Mercuriale* 1901. *Belgique judiciaire*).

bij de keuze van den ministericelen ambtenaar, die belast is met het ontvangen van dergelijke akten. Met het oog hierop, breidt het ontwerp, voor wat deze akten betreft, de bevoegdheid van de notarissen uit tot den geheelen omtrek van het gerechtelijk arrondissement.

Bij de onder de nummers II, IV, V en VI vervatte bepalingen van het ontwerp worden de artikelen der wet van Ventôse betreffende de legalisatie van de akten, den proeftijd, het registreeren van de eedaflegging en het nederleggen van de handteekening en de paraaf van den notaris, in overeenstemming gebracht met de eenmaking van het bevoegdheidsgebied der notarissen.

Zooals onder het huidige stelsel de notariaten verdeeld zijn over het Land, wordt de billijke toewijzing van de zaken aan de belanghebbenden op verre na niet bevorderd. De notarissen van de derde klasse hebben veel meer dan de anderen te lijden onder de concurrentie van hunne collega's. Wordt het aantal notarissen vastgesteld zooals het moet geschieden krachtens de wet van Ventôse, dan wordt de onrechtvaardigheid van dien toestand nog vergroot.

Het aantal notarissen is thans derwijze vastgesteld « dat : 1° in de steden van honderd duizend inwoners en meer, er ten minste een notaris zij voor elke zes duizend inwoners ; 2° in de andere steden, vlekken of dorpen, er ten minste twee of ten hoogste vijf notarissen zijn voor ieder arrondissement van een vrede-gerecht. »

In menig weinig bevolkt kanton zouden twee notariaten volstaan, waar er vaak meer zijn en het niet gemakkelijk is er geen notaris aan te stellen wanneer de plaats is opge gevallen. Anderzijds zijn er kantons waarvan de hoofdplaats geen honderd duizend inwoners heeft en waar het wenschelijk zou zijn meer dan vijf notariaten op te richten.

Om in dien toestand te verhelpen, wordt bij dit ontwerp bepaald dat de verdeling van de notariaten zal geschieden voor al de kantons van het Land naar rato van het aantal inwoners, met enkel dit voorbehoud, dat er altijd ten minste twee notarissen per kanton zullen zijn.

De wet van Ventôse heeft, voor de verdeling van de notariaten, als grondslag genomen : één notariaat voor elke zes duizend inwoners in de steden van honderd duizend inwoners en meer; zij houdt geen rekening met het bevolkingscijfer in de andere kantons; het aantal notarissen wordt aldaar naar willekeur bepaald binnen de grenzen van twee tot vijf.

Werd overal hetzelfde stelsel ingevoerd, dan zou het aantal notarissen over het gansche Land geen merkelijke verandering ondergaan; de plaatsen zouden echter op meer billijke wijze verdeeld zijn en meer in overeenstemming zijn met het aantal behandelde zaken.

Het ontwerp voorziet twee overgangsbepalingen.

Krachtens de eerste overgangsbepaling kan ieder notaris die zijne ambtsbediening uitoefent wanneer deze wet van kracht woedt, tot eene andere plaats toegelaten worden zonder verplichting van een bepaalden werktijd te doen blijken.

De andere overgangsbepaling heeft tot doel de rechten te vrijwaren van de notarissen die hunne bediening reeds uitoefenden bij het van kracht worden van deze wet.

De Minister van Justitie,

F. MASSON.